

Le parlement latino-américain prend position sur la question de la dette

par José Robinson

Des législateurs de 15 pays latino-américains se sont réunis à Montevideo, Uruguay, en 1985, et y ont conclu que la dette extérieure de la région était impossible à payer dans les circonstances présentes, et que le problème devait être résolu par des négociations politiques collectives avec les crédi-teurs nord-américains.

Du 10 au 13 octobre, 150 sénateurs et députés ont étudié la question de la dette de 360 milliards de dollars de l'Amérique du Sud, centrale et hispano-antillaise. Dans leur déclaration finale, la Déclaration de Montevideo, ils ont exprimé le consensus régional, selon lequel la "dette extérieure latino-américaine est impossible à payer selon les conditions présentement imposées aux débiteurs. La payer représenterait un grand risque pour la paix sociale et la stabilité du système démocratique de la région."

Cette session spéciale du Parlement latino-américain a été inaugurée par le Président de l'Uruguay, Julio Maria Sanguinetti, qui a souligné le lien qui existe entre les droits humains et la justice économique. "Il ne pourra pas y avoir une pleine affirmation des droits humains en Amérique latine s'il n'y a pas, en même temps, de droits économiques pour nos pays," a déclaré Sanguinetti.

Le concept des droits économiques a été développé par le Président du Parlement latino-américain, l'Argentin Luis León, qui a déclaré qu'il serait impossible de développer des démocraties fortes en Amérique latine tant que la richesse mondiale continuerait d'être accumulée par la moitié septentrionale du monde.

Pour León, les politiques du Fonds monétaire international constituent des actes d'agression et d'intervention qui minent la souveraineté latino-américaine et menacent les nouvelles démocraties dans la région. Tandis que les États-Unis poursuivent leurs investissements dans la course aux armements, a expliqué León, les pays latino-américains n'arrivent pas à surmonter la grave crise économique qui les affecte.

Les participants à cette session spéciale étaient l'Argentine, la Bolivie, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, le Chili, l'Equateur, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, Panama, le Pérou, la République dominicaine, l'Uruguay et le Vénézuéla.

José Robinson est pigiste. Il visite régulièrement l'Amérique latine. Il travaille pour l'ALDHU, l'Association latino-américaine pour la défense des droits de la personne.